

**Arrêté préfectoral de mise en demeure · 31 MAI 2024**  
**en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement,**  
**à l'encontre de la SAS Carrières de Cambounès, exploitant une carrière**  
**de calcaire située lieux-dits *Le causse-Puech Pilo* – CAMBOUNES ( 81260)**

Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 20 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Michel VILBOIS en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023, portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 autorisant la SAS Carrières de Cambounès à exploiter une carrière de calcaire lieux-dits « *Le causse-Puech Pilo* » de la commune de Cambounès – 81260 ;
- Vu** l'article PP 2 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 susvisé, qui dispose :
- « L'entretien et la maintenance des engins de chantier sont réalisés dans l'atelier situé à l'intérieur du périmètre de l'autorisation. Le ravitaillement des engins est réalisé au-dessus d'une aire étanche fixe qui permet la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cette aire est munie d'un débourbeur/déshuileur. Un kit d'intervention, destiné à récupérer les terres souillées par une pollution accidentelle, est mis à disposition dans les engins. Il est complété par un stock de sable ou tout autre matériau absorbant destiné à absorber les liquides polluants.[...] »*
- Vu** l'article L. 171-8-I du code de l'environnement qui dispose :
- « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement ».*
- Vu** Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par lettre recommandée le 22 avril 2024 ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport précité ;

**Considérant** que lors de l'inspection du 4 avril 2024, l'inspection a constaté l'absence de séparateur d'hydrocarbures relié à l'aire étanche où se déroulent les opérations de ravitaillement des engins ;

**Considérant** que le manquement constaté peut engendrer une pollution accidentelle du sol ;

**Considérant** qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement de mettre en demeure la SAS Carrières de Cambounès de respecter les dispositions de l'article PP 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 décembre 2019 susvisé ;

*Sur proposition du sous-préfet de Castres*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

La société SAS Carrière de Cambounès sise route de Brassac, 81260 Cambounès, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article PP 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 décembre 2019 susvisé dans un délai de 6 **mois** à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure.

### **Article 2** :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu à cet article, l'autorité administrative compétente pourra arrêter, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, une ou plusieurs des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

### **Article 3** :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° du l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

**Article 4 :**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Cambounès en vue de l'information des tiers.  
Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de Cambounès dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.  
Le même arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée de quatre mois.

**Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Cambounès.

Fait à Albi le **31 MAI 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Castres,



Laurent GANDRA-MORENO